



**Revue Internationale de Langue,
Littérature, Culture et Civilisation**

Actes du colloque international

**Vol. 3, N°1, 25 février 2023
ISSN : 2709-5487**

Revue Internationale de Langue, Littérature, Culture et Civilisation

Actes du colloque international sur le thème :

**« L'intégration, la libre circulation des personnes et des biens
et les défis contemporains de paix durable dans l'espace
CEDEAO »**

***"Integration, Free Movement of People and Goods and the Challenges of
Contemporary Peace in ECOWAS Zone"***

**Revue annuelle multilingue
Multilingual Annual Journal**

www.nyougam.com
ISSN : 2709-5487
E-ISSN : 2709-5495
Lomé-TOGO

Revue Internationale de Langue, Littérature, Culture et Civilisation

Directeur de publication : Professeur Ataféï PEWISSI

Directeur de rédaction : Monsieur Paméssou WALLA (MC)

Directeur adjoint de rédaction : Professeur Mafobatchie NANTOB

Comité scientifique

Professeur Komla Messan NUBUKPO, Université de Lomé,
Professeur Léonard KOUSSOUHON, Université Abomey-Calavi,
Professeur Issa TAKASSI, Université de Lomé,
Professeur Yaovi AKAKPO, Université de Lomé,
Professeur Koffi ANYIDOHO, University of Legon,
Professeur Augustin AINAMON, Université d'Abomey-Calavi,
Professeur Essoham ASSIMA-KPATCHA, Université de Lomé,
Professeur Abou NAPON, Université de Ouagadougou,
Professeur Martin Dossou GBENOUGA, Université de Lomé,
Professeur Kossi AFELI, Université de Lomé,
Professeur Kazaro TASSOU, Université de Lomé,
Professeur Méterwa A. OURSO, Université de Lomé.

Comité de lecture

Professeur Ataféï PEWISSI, Université de Lomé,
Professeur Komlan Essowè ESSIZEWA, Université de Lomé,
Professeur Ameyo AWUKU, Université de Lomé,
Professeur Laure-Clémence CAPO-CHICHI, Université Abomey-Calavi,
Professeur Dotsè YIGBE, Université de Lomé,
Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Université de Lomé,
Professeur Minlipe Martin GANGUE, Université de Lomé,
Professeur Essohanam BATCHANA, Université de Lomé,
Professeur Didier AMELA, Université de Lomé,
Professeur Vamara KONE, Université Alassane Ouattara de Bouaké,
Professeur Akila AHOULI, Université de Lomé,
Professeur Gbati NAPO, Université de Lomé,
Professeur Innocent KOUTCHADE, Université d'Abomey-Calavi,
Professeur Tchaa PALI, Université de Kara,
Monsieur Komi KPATCHA, Maître de Conférences, Université de Kara,
Monsieur Ayaovi Xolali MOUMOUNI-AGBOKE, Maître de Conférences
Université de Lomé,
Monsieur Damlègue LARE, Maître de Conférences Université de Lomé,
Monsieur Paméssou WALLA, Maître de Conférences Université de Lomé.

Secrétariat

Dr Komi BAFANA (MA), Dr Atsou MENSAH (MA), Dr Hodabalou ANATE (MA), Dr Akponi TARNO (A), Dr Eyanawa TCHEKI.

Infographie & Montage

Dr Aminou Idjadi KOUROUPARA

Contacts : (+228) 90284891/91643242/92411793

Email : larellicca2017@gmail.com

© LaReLLiCCA, 25 février 2023

ISSN : 2709-5487

Tous droits réservés

Editorial

La *Revue Internationale de Langue, Littérature, Culture et Civilisation* (RILLiCC) est une revue à comité de lecture en phase d'indexation recommandée par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES). Elle est la revue du Laboratoire de Recherche en Langues, Littérature, Culture et Civilisation Anglophones (LaReLLiCCA) dont elle publie les résultats des recherches en lien avec la recherche et la pédagogie sur des orientations innovantes et stimulantes à la vie et vision améliorées de l'académie et de la société. La revue accepte les textes qui cadrent avec des enjeux épistémologiques et des problématiques actuels pour être au rendez-vous de la contribution à la résolution des problèmes contemporains.

RILLiCC met en éveil son lectorat par rapport aux défis académiques et sociaux qui se posent en Afrique et dans le monde en matière de science littéraire et des crises éthiques. Il est établi que les difficultés du vivre-ensemble sont fondées sur le radicalisme et l'extrémisme violents. En effet, ces crises et manifestations ne sont que des effets des causes cachées dans l'imaginaire qu'il faut (re)modeler au grand bonheur collectif. Comme il convient de le noter ici, un grand défi se pose aux chercheurs qui se doivent aujourd'hui d'être conscients que la science littéraire n'est pas rétribuée à sa juste valeur quand elle se voit habillée sous leurs yeux du mythe d'Albatros ou d'un cymbale sonore. L'idée qui se cache malheureusement derrière cette mythologie est que la littérature ne semble pas contribuer efficacement à la résolution des problèmes de société comme les sciences exactes. Dire que la recherche a une valeur est une chose, le prouver en est une autre. La *Revue Internationale de Langue, Littérature, Culture et Civilisation* à travers les activités du LaReLLiCCA entend faire bénéficier à son lectorat et à sa société cible, les retombées d'une recherche appliquée.

Le comité spécialisé « Lettres et Sciences Humaines » du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) recommande l'utilisation harmonisée des styles de rédaction et la présente revue s'inscrit dans cette logique directrice en adoptant le style APA.

L'orientation éditoriale de cette revue inscrit les résultats pragmatiques et novateurs des recherches sur fond social de médiation, d'inclusion et de réciprocité qui permettent de maîtriser les racines du mal et réaliser les objectifs du développement durable déclencheurs de paix partagée.

Lomé, le 20 octobre 2020.

Le directeur de publication,

Professeur Ataféï PEWISSI,

Directeur du Laboratoire de Recherche en Langues, Littérature, Culture et Civilisation Anglophones (LaReLLiCCA), Faculté des Lettres, Langues et Arts, Université de Lomé.
Tél : (+228) 90284891, e-mail : sapewissi@yahoo.com

Ligne éditoriale

Volume : La taille du manuscrit est comprise entre 4500 et 6000 mots.
Format: papier A4, Police: Times New Roman, Taille: 11,5, Interligne 1,15.

Ordre logique du texte

Un article doit être un tout cohérent. Les différents éléments de la structure doivent faire un tout cohérent avec le titre. Ainsi, tout texte soumis pour publication doit comporter:

- un titre en caractère d'imprimerie ; il doit être expressif et d'actualité, et ne doit pas excéder 24 mots ;
- un résumé en anglais-français, anglais-allemand, ou anglais-espagnol selon la langue utilisée pour rédiger l'article. Se limiter exclusivement à objectif/problématique, cadre théorique et méthodologique, et résultats. Aucun de ces résumés ne devra dépasser 150 mots ;
- des mots clés en français, en anglais, en allemand et en espagnol : entre 5 et 7 mots clés ;
- une introduction (un aperçu historique sur le sujet ou revue de la littérature en bref, une problématique, un cadre théorique et méthodologique, et une structure du travail) en 600 mots au maximum ;
- un développement dont les différents axes sont titrés. Il n'est autorisé que trois niveaux de titres. Pour le titrage, il est vivement recommandé d'utiliser les chiffres arabes ; les titres alphabétiques et alphanumériques ne sont pas acceptés ;
- une conclusion (rappel de la problématique, résumé très bref du travail réalisé, résultats obtenus, implémentation) en 400 mots au maximum ;
- liste des références : par ordre alphabétique des noms de familles des auteurs cités.

Références

Il n'est fait mention dans la liste de références que des sources effectivement utilisées (citées, paraphrasées, résumées) dans le texte de l'auteur. Pour leur présentation, la norme American Psychological Association (APA) ou références intégrées est exigée de tous les auteurs qui veulent faire publier leur texte dans la revue. Il est fait exigence aux auteurs de n'utiliser que la seule norme dans leur texte. Pour en savoir

plus, consultez ces normes sur Internet.

Présentation des notes référencées

Le comité de rédaction exige APA (Auteur, année : page). L'utilisation des notes de bas de pages n'intervient qu'à des fins d'explication complémentaire. La présentation des références en style métissé est formellement interdite.

La gestion des citations :

Longues citations : Les citations de plus de quarante (40) mots sont considérées comme longues ; elles doivent être mises en retrait dans le texte en interligne simple.

Les citations courtes : les citations d'un (1) à quarante (40) mots sont considérées comme courtes ; elles sont mises entre guillemets et intégrées au texte de l'auteur.

Résumé :

- ✓ Pour Pewissi (2017), le Womanisme transcende les cloisons du genre.
- ✓ Ourso (2013:12) trouve les voyelles qui débordent le cadre circonscrit comme des voyelles récalcitrantes.

Résumé ou paraphrase :

- ✓ Ourso (2013: 12) trouve les voyelles qui débordent le cadre circonscrit comme des voyelles récalcitrantes.

Exemple de référence

Pour un livre

Collin, H. P. (1988). *Dictionary of Government and Politics*. UK: Peter Collin Publishing.

Pour un article tiré d'un ouvrage collectif

Gill, W. (1998/1990). "Writing and Language: Making the Silence Speak." In Sheila Ruth, *Issues in Feminism: An Introduction to Women's Studies*. London: Mayfield Publishing Company, Fourth Edition. Pp. 151-176.

Utilisation de Ibid., op. cit, sic entre autres

Ibidem (Ibid.) intervient à partir de la deuxième note d'une référence

source citée. Ibid. est suivi du numéro de page si elle est différente de référence mère dont elle est consécutive. Exemple : ibid., ou ibidem, p. x.

Op. cit. signifie ‘la source pré-citée’. Il est utilisé quand, au lieu de deux références consécutives, une ou plusieurs sources sont intercalées. En ce moment, la deuxième des références consécutives exige l’usage de op. cit. suivi de la page si cette dernière diffère de la précédente.

Typographie

-La *Revue Internationale de Langue, Littérature, Culture et Civilisation* interdit tout soulignement et toute mise en gras des caractères ou des portions de textes.

-Les auteurs doivent respecter la typographie choisie concernant la ponctuation, les abréviations...

Tableaux, schémas et illustrations

Pour les textes contenant les tableaux, il est demandé aux auteurs de les numérotter en chiffres romains selon l’ordre de leur apparition dans le texte. Chaque tableau devra comporter un titre précis et une source propre. Par contre, les schémas et illustrations devront être numérotés en chiffres arabes et dans l’ordre d’apparition dans le texte.

La largeur des tableaux intégrés au travail doit être 10 cm maximum, format A4, orientation portrait.

Instruction et acceptation d’article

A partir du volume 2 de la présente édition, les dates de réception et d’acceptation des textes sont marquées, au niveau de chaque article. Deux (02) à trois (03) instructions sont obligatoires pour plus d’assurance de qualité.

Sommaire

Littérature -----	1
Art éducatif et cohésion sociale : quand l'artiste devient, dans une perspective marxo-benjaminienne, un médiateur de paix	
Barthélémy Brou KOFFI & Fulgence Kouakou KOUADIO-----	3
La problématique de l'éducation en Afrique noire : quelles stratégies pour une approche de qualité au service des communautés et de la paix ?	
Mafiani N'Da KOUADIO -----	17
Mauvaise gouvernance comme menace à la paix durable : Une analyse du Roman <i>Muzungu</i> de Christoph Nix	
Boaméman DOUTI -----	35
Transpoétique et culture de la paix dans <i>Côte de Paix</i> de Dorgelès Houessou	
Jean Marius EHUI & Carlos SÉKA -----	55
The Media and the Socio-Political Polarisation in Andrew Marr's <i>Head of State</i>	
Ténéna Mamadou SILUE -----	73
Exploring Conflict Resolution in Tsitsi Dangarembga's <i>Nervous Conditions</i> and <i>The Book of Not</i>	
Yao Cebastien KOMENAN -----	89
Nouvelles et résolution des crises sociales en Afrique	
Komi KPATCHA & Adamou KANTAGBA-----	105
Rethinking Cultural Differences in Selasi's <i>Ghana Must Go</i>	
Koffi Noël BRINDOU -----	125
Gentrification, Gender and the Challenges of Community Dialogue for Sustainable Peace in Toni Morrison's <i>Sula</i> and Cleyvis Natera's <i>Neruda on the Park</i>	
Selay Marius KOUASSI -----	147
Les paradoxes de l'église dans <i>Réquiem por un campesino español</i> de Ramon Sender	
Madéla Seyram BOUKARI-----	167
Body of Difference and of Desire in Barbara Chase-Riboud's <i>Hottentot Venus</i> (2003)	
Alphonsine Ahou N'GUESSAN -----	185
Eternalism and Crisis of Identity in Yvonne Vera's <i>Without a Name</i>	
Kemealo ADOKI-----	207
The Attempt of Irredentism in Mali: Root Causes, Features and Perspectives	
Talagbé EDAH -----	223

Linguistique -----	241
Langage fiscal en langue maternelle du contribuable et paix durable: cas de l'agni en Côte d'Ivoire	
Munseu Alida HOUMEGA-GOZE & Rose-Christiane AMAH ORELIE	
-----	243
Les emprunts comme phénomènes d'intégration linguistique en ajagbe	
Dovi YELOU -----	259
La parenté à plaisanterie en pays kabiyè : de la dimension littéraire aux implications sociales	
Yao TCHENDO -----	279
Gouvernance et culture, les fondements d'une paix durable au Burkina Faso	
Babou DAILA -----	297
La parenté linguistique, un argument en faveur du dialogue intercommunautaire	
Essobozouwè AWIZOBA -----	313
Géographie -----	329
Marchés à bétail et cadre de vie des populations à Abidjan	
Thomas GOZE -----	331

LINGUISTIQUE

Gouvernance et culture, les fondements d'une paix durable au Burkina Faso

Babou DAILA

Université Joseph KI-ZERBO

Sciences du langage

baboudaila51@gmail.com

Reçu le : 25/12/2022 Accepté le : 22/01/2023 Publié le : 25/02/2023

Résumé :

Un regard sur la gouvernance montre que les hommes politiques sont aux antipodes des valeurs culturelles de la société. Partant, notre intérêt pour ce sujet se justifie par notre soif de trouver des créneaux qui promeuvent la paix à travers une gouvernance dont les racines plongent dans nos cultures. Ainsi donc, notre objectif est de montrer comment une gouvernance construite autour de la culture a plus de chance de garantir une paix durable. En adoptant une approche anthropologique, soutenue par une recherche documentaire doublée d'une observation des pratiques politiques au Burkina Faso, notre étude a fait le constat qu'une gouvernance pétrie dans la culture est à même de satisfaire les besoins de la population et partant, promouvoir la paix.

Mots clés : culture, gouvernance, paix, société.

Abstract:

The study shows that politicians are at odds with the cultural values of society. The concern in this subject is justified by our desire to find niches that promote peace through governance whose roots are deep in our cultures. The purpose is to show how governance built around culture is more likely to guarantee sustainable peace. By adopting an anthropological approach, supported by documentary research coupled with an observation of political practices in Burkina Faso, our study has found that governance steeped in culture is able to meet the needs of the population and therefore, promote peace.

Key words: culture, governance, peace, society.

Introduction

La vie en société suppose des valeurs partagées les membres de celle-ci. Par ailleurs ce sont les dirigeants qui impriment la marche de la société à

travers leurs actions. Ainsi la portée des actes des décideurs politiques sont à même de cultiver l'harmonie sociale lorsqu'ils s'inscrivent dans l'univers commun des idéaux de la société. Autrement, ils peuvent diviser les membres de la société si certains se trouvent en marge des agissements de ceux qui sont sensés être les dépositaires et les défenseurs de la culture de leur milieu. C'est justement cette remarque que nous faisons de la gouvernance au Burkina Faso. En effet, les agissements des gouvernants sont aux antipodes des culturelles de la société burkinabè. Et une telle gouvernance est porteur des germes de la division et donc un élément déstabilisateur de la paix. De ce fait, nous pensons qu'une gouvernance qui prend la culture du milieu comme boussole est capable de fédérer les cœurs et poser les bases d'une paix durable. Pourquoi la gouvernance burkinabè est en marge de la culture burkinabè ? Comment la prise en compte des valeurs culturelles permet-il de voir émerger une paix durable au Burkina Faso ?

C'est la perspective de trouver des réponses à ces questions que se situe le sujet de notre travail titré : « *Gouvernance et culture, les fondements d'une paix durable au Burkina Faso* ». Notre intérêt pour ce titre se justifie par notre soif de trouver des créneaux qui promeuvent la paix à travers une gouvernance dont les racines plongent dans nos cultures. En effet, une gouvernance qui s'exerce en mettant de côté la culture se présente comme un intrus pour les membres de la société. De ce fait, une telle gouvernance est loin de promouvoir la paix. Que peut-être la place de la culture dans la gouvernance ? Pourquoi la prise en compte de la culture dans la gouvernance garantit-elle la paix ? Pour répondre à ces questions, nous formulons l'hypothèse qu'une gouvernance ancrée dans la culture à plus de chance de promouvoir la paix. Elle se divise en deux hypothèses secondaires :

- La gouvernance actuelle du pays cultive des maux comme l'injustice, la corruption qui peuvent porter atteinte à l'harmonie au sein de la société
- Le respect des valeurs sociales dans la gouvernance

Au regard de notre hypothèse, le principal objectif pour ce travail est de montrer comment une gouvernance construite autour de la culture à plus

de chance de garantir une paix durable. Il se scinde en deux objectifs spécifiques complémentaires qui concourent à sa réalisation :

- mettre en exergue les écarts de la gouvernance burkinabè d'avec les valeurs culturelles ;
- relever les éléments de la culture qui peuvent guider la gouvernance vers une paix durable.

L'atteinte de nos objectifs suppose l'adoption d'une théorie d'approche appropriée et d'une méthodologie de travail convenable.

La culture est l'un des éléments essentiels dans la constitution d'une communauté. Ainsi donc, c'est dans le cadre d'une volonté de vivre ensemble que s'inscrit cette notion. C'est ce qui nous a motivé à utiliser une approche anthropologique pour conduire notre travail. Notamment celle de Watzlawick (1988) qui retient que la réalité n'apparaît plus ex-nihilo, mais naît de la rencontre de plusieurs acteurs, à mi-chemin entre l'observant et l'observé. De ce fait, le chercheur est immergé dans le milieu le quel il veut mener son travail. Il est co-acteur dans la recherche des informations à collecter. Par ailleurs, l'anthropologie sociale est une discipline des sciences humaines qui étudie l'homme en société. En d'autres termes, elle étudie les rapports sociaux propres à un groupe humain. Il ne peut exister de société sans des valeurs qui unissent ses membres. Aussi la société doit-elle œuvrer pour garder l'harmonie en son sein au risque de se disloquer. Elle doit promouvoir la paix. C'est en cela que se justifie le choix de notre approche.

Le choix de notre approche de travail étant fait, soulignons que notre méthodologie de travail, dans ce travail qui se veut une contribution théorique, est basée essentiellement sur une recherche documentaire appuyée par notre propre vécu des pratiques gouvernementales partagées par bon nombre de burkinabè. En effet, pour Boubée et Tricot (2017 : 14), la recherche documentaire se définit comme un « ensemble de méthodes, procédures et techniques permettant en fonction de critères de recherche propres à l'usager de sélectionner un ou plusieurs fonds de documents plus ou moins structurés ». Elle consiste à rechercher, à sélectionner un ensemble d'informations pertinentes sur une notion ou

sur un thème donné. Ainsi, nous nous sommes fondés sur la recherche d'informations relatives à la culture, à la gouvernance à la paix, à la cohésion sociale, entre autres. Elle s'est déroulée selon les étapes suivantes:

- la définition du sujet : c'est-à-dire révéler, préciser l'objet de la recherche.
- La recherche des documents : c'est rechercher et repérer les sources d'informations se rapportant au sujet.
- La sélection des documents : elle consiste à se rassurer que les documents correspondent au sujet de la recherche
- L'exploitation des informations : c'est-à-dire prélever les informations pertinentes et les analyser,
- La Synthétisation des informations : c'est traiter les informations, les reformuler et répondre au sujet de la recherche.
- La Restitution des informations : c'est-à-dire répondre au sujet de la recherche en fonction du type d'écrit à produire.

C'est dans ce cadre que nous avons exploité les rapports du REN/LAC du CGD de l'ASCE/LC de l'ARGA entre autres qui mettent à nu les tares de la gouvernance burkinabè, Par ailleurs, nous avons exploré les valeurs fondamentales qui sont le dénominateur commun des différentes couches sociales du pays.

A partir de notre méthodologie, le travail se construit autour de deux points essentiels à savoir : les tares de la gouvernance qui s'exerce en marge de la culture du milieu et la place de la culture dans l'édification d'une paix durable. Mais avant, une approche conceptuelle des notions qui sont au cœur de notre travail, notamment celle de gouvernance, de paix et de culture s'impose.

1. Approche conceptuelle

Ce point nous permet d'élucider les notions de gouvernance, de paix et culture.

1.1. La gouvernance

La notion est une notion assez vaste. Pour Tournier (2007 : 66) :

C'est Platon le premier qui utilisa le verbe κυβερνάω (Κυβερνάω), qui signifiait alors conduire un navire ou un char, au sens de gouverner les hommes. En faisant passer ce mot du champ militaire au domaine politique, il reprenait l'idée que le pilote occupe un poste stratégique avec de grands pouvoirs et des grandes responsabilités. De la même manière, il expliquait que la direction de la cité nécessite un individu qui soit 'seul assis au gouvernail de l'Etat, gouvernant tout, commandant à tout et rendant tout profitable'. Ainsi, dès son origine, le verbe gouverner est associé à l'ascendant hiérarchique d'une personne sur les autres.

La gouvernance est donc liée au départ à la gestion des hommes en communauté. De ce fait, celui chargé de l'administrer doit avoir un talent managérial pour être à la hauteur de sa tâche. C'est pourquoi, la gouvernance, peut se concevoir comme un outil de compréhension des changements dans l'art de gouverner, mais aussi comme un moyen pour déterminer les conditions nécessaires pour « bien gouverner ». C'est dans ce sens que Pitseys (2010 : 7) retient qu'elle est une « une idée descriptive de la réalité, mais aussi un idéal normatif associé à la transparence, à l'éthique, à l'efficacité de l'action publique. » Par ailleurs, la gouvernance est souvent associée à l'économie. Dans ce cas, elle devient un ensemble de règles et de normes édictées par les organisations financières internationales imposées à leurs clients. A ce propos Tournier (Op. cit. : 70) souligne que « la gouvernance est alors un concept normatif qui établit des règles de gestion publique pour les pays qui contractent des prêts auprès de ces organisations. » De ce fait, la gouvernance n'est plus une donnée spécifique à une communauté, mais une donnée imposée par ceux qui détiennent le cordon de la bourse. Dans cette orientation, la gouvernance s'écarte de la gestion politique, partant, Charreaux (201 : 1) écrit que

la théorie de la gouvernance n'a pas pour objet d'étudier la façon dont les dirigeants gouvernent, c'est-à-dire le management. Elle a pour champ d'investigation la régulation des dirigeants, l'hypothèse implicite étant que ces derniers jouent un rôle

substantiel dans les performances des entreprises et, par suite, des économies nationales.

Pour notre part, et dans le cadre du présent article, nous concevons la gouvernance est processus de gestion des actions publiques ou privées qui concerne tous les acteurs d'une société. C'est pourquoi nous partageons la conception de la gouvernance de Patrick Le Gales cité par Tournier (op. cit. : 73) pour qui,

la gouvernance est un processus d'acteurs, de groupes sociaux et d'institutions en vue d'atteindre des objectifs définis et discutés collectivement. La gouvernance renvoie à un ensemble d'institutions, de réseaux, de directives, de réglementations, de normes, d'usages publics et sociaux, ainsi que d'acteurs publics et privés qui contribuent à la stabilité d'une société et d'un régime politique.

C'est dans le même sens qu'abonde la COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE Vocabulaire général (liste de termes, expressions et définitions adoptés) JORF n° 0094 du 22 avril 2009 page 6949, tout en précisant les conditions de sa réalisation en ces termes :

Manière de concevoir et d'exercer l'autorité à la tête d'une entreprise, d'une organisation, d'un État. Note : La gouvernance s'apprécie non seulement en tenant compte du degré d'organisation et d'efficience, mais aussi et surtout d'après des critères tels que la transparence, la participation, et le partage des responsabilités.

Au regard de cette conception de la gouvernance, nous voyons sa relation avec la paix, car elle est au cœur de la stabilité de la société.

1.2. La paix

La paix, du latin « pax » désigne un état de calme ou de tranquillité comme une absence de perturbation d'agitation ou de conflit. Elle est souvent comme un idéal social. La paix au niveau international est la non-agression et le respect des frontières, des droits et des devoirs d'un peuple. Psychologiquement, la paix est un état d'esprit placide et serein et plus généralement de sentiments enthousiastes et positifs. La paix désigne aussi l'entente amicale de tous les membres d'une société. Une

paix durable renvoie à cet effet à une vie harmonieuse entre les individus qui composent la société. Elle suppose la présence de mécanismes au sein de la culture à même de prévenir ou d'éviter les conflits et surtout de trouver des solutions efficaces aux conflits lorsqu'ils éclatent. La paix durable n'est donc pas seulement l'absence de problèmes dans la société, mais une disposition qui peut non seulement promouvoir et garantir la paix, mais surtout, la protéger et la sauvegarder lorsqu'elle est menacée. Souvent la paix se définit par rapport à la guerre. Ainsi, Demulier ¹⁷ note qu'elle

se définit en premier lieu négativement comme l'absence de guerre, l'arrêt des hostilités. Toutefois, à l'image de la guerre, elle prend la forme d'un état prolongé dans le temps. Être en paix suppose l'assurance que la menace de guerre se trouve mise à l'écart, que les motifs d'hostilité aient suffisamment été anéantis pour que la tranquillité soit solide et durable. Elle se comprend donc non comme la disparition de tout conflit (car les individus peuvent s'opposer, manifester des désaccords) mais comme la situation dans laquelle aucun trouble n'est suffisamment aigu pour qu'il entraîne la destruction des hommes les uns par les autres.

Si la paix est un élément essentiel de la vie d'une société, elle doit donc faire partie de sa culture.

1.3. La culture

La culture, pour ce qui concerne notre travail, renvoie à un ensemble de valeurs, de croyances partagées par un groupe d'individus vivant en société. Pour l'anthropologue Britannique Tylor (1881) elle est un ensemble complexe incluant les savoirs, les croyances, l'art, les mœurs, les droits, les coutumes ainsi que toute disposition ou usage acquis par l'homme vivant en société. Le sociologue québécois Rocher (1969 : 88), quant à lui, retient que la culture est « un ensemble de manières de penser, de sentir et d'agir plus ou moins formalisées qui étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois

¹⁷ Quelques réflexions sur la guerre et la paix, notes de philosophie consulté ce jour 22 décembre 2022 à 9h 47 mn sur le site <https://www.doccity.com/fr/quelques-reflexions-sur-la-guerre-et-la-paix/8639189/>

objective et symbolique, à constituer les personnes en une collectivité particulière et distincte ». Partant de ces définitions, nous pouvons soutenir que la culture est la condition sine qua none de toute vie en société.

Les notions de gouvernance, de culture et de paix sont intimement liées. En effet, la gouvernance ne s'exerce que dans le cadre d'une société et la société ne peut s'épanouir que lorsque règne la paix en son sein. Et la paix ne peut se concevoir dans une communauté sans une culture qui promeut son existence. Comment alors une gouvernance centrée sur la culture peut-elle être le catalyseur d'une paix durable ? Mais avant, quelle est l'état de la gouvernance actuelle au pays des hommes intègres ?

2. La gouvernance aux antipodes de la culture

Elle concerne la gouvernance politique et la gouvernance civile. La gouvernance politique est relative à l'action des hommes politiques. Elle concerne le processus d'accession à la gestion des affaires publiques et à leurs modes d'accessions au pouvoir par les élections et leurs agissements dans l'exercice du pouvoir politique. La démocratie burkinabè semble être un marché : ce sont les plus riches qui gagnent les élections, les candidats font plus confiance à leurs poches qu'à leur conscience morale et la volonté de faire le bonheur de tout le peuple. Ils piétinent les règles de bienséance et érigent la corruption en règle de conduite. Cette pratique est mise au grand jour par le rapport 2020 de l'ARGA/BF (Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique section Burkina Faso) sur la supervision des élections présidentielles et législatives du 22 novembre 2020. Selon ce rapport. C'est ceux qui ont le plus corrompus qui ont été les vainqueurs. Cette situation a amené les électeurs à voir les élections comme une farce et non une manière d'offrir un miroir à la société. Ce regard méfiant envers les élections est en partie à la base de l'insurrection populaire d'octobre 2014.

Les gouvernants en gagnant le pouvoir par la ruse et la tromperie, ne sont plus à même de constitués des exemples pour leurs citoyens. Ainsi le chef qui doit être le garant des valeurs sociales en est le premier pourfendeur. L'image des hommes politiques qui triomphent par la consistance de leur

porte-monnaie se déteint sur une bonne partie de la société, surtout sa frange jeune. C'est pourquoi Kieffer (2006 : 16-17) écrit:

Les qualités des hommes politiques semblent désormais se mesurées à partir de leurs capacités à profiter du «système». Plutôt qu'une simple contradiction entre un discours dénonciateur et des pratiques de participation à la campagne électorale, on perçoit chez les jeunes la présence d'un imaginaire politique qui valorise la ruse et la force, non sans rapport avec la diffusion de nouvelles figures sociales de la réussite.

De ce fait, les hommes politiques montrent que l'amour de la patrie, le souci de promouvoir des valeurs à même de conduire la société sur le sentier du développement et l'harmonie sociale, ne sont que des leurres. Ils mettent en avant la cupidité, la ruse pour se faire de l'argent et lutter pour leurs propres intérêts en foulant les règles communes qui prévalent à l'existence d'une nation.

De plus, après les élections, c'est le partage du gâteau qui se matérialise par l'octroi des marchés publics à ceux qui ont investi durant les élections. Pire ces marchés sont mal exécutés : les écoles écroulées, Ainsi des établissements scolaires mal exécutés se sont écroulés quelques mois après leur réception, entraînant souvent des pertes en vie humaines. C'est le cas de l'école B de Dandé, localité située dans la région des Hauts-Bassins, où un bâtiment de trois classes s'est effondré sur des élèves, causant la mort de l'un d'entre eux en classe de CM2 et en faisant 24 blessés le lundi 24 mai 2021. Le bâtiment avait été construit en 2014. Par ailleurs dans la nuit du 5 au 6 juin 2021, **l'école Djimbara B de la commune de Gassan, située dans la province du Nayala, région de la Boucle du Mouhoun s'est écroulée de suite d'une pluie. Et les bâtiments de cette école ont été réceptionnés en 2020.**¹⁸

Pour **Bado**, «au pays de Sankara, pour avoir un marché de constructions, il faut prendre le soin de «mouiller la barde»¹⁹ à toute une chaîne

¹⁸ <https://www.lobspaalga.com/?p=21197> consulté le 30 juillet 2022 à 12h 20mn.

¹⁹ Il faut passer par des intermédiaires pour avoir un marché. Une fois le marché acquis, il faut déduire de la valeur du marché de l'argent pour tous ceux qui ont contribué à son acquisition. Pour avoir un marché, il faut donc proposer un pourcentage assez consistant pour satisfaire les envies qui détiennent les cordes de l'attribution des marchés publics.

d'intermédiaires. Tant que cette chaîne n'est pas brisée, l'effondrement des écoles sera la norme».²⁰

De plus, les travaux de la célébration de l'indépendance dans les régions des cascades et du Centre Est mal exécutés sans que les responsables ne soient inquiétés. D'où le couronnement de l'injustice. Les valeurs culturelles prônent la justice et veulent que l'on gagne sa vie à la sueur de son front. Ce qui n'est pas le cas dans cette forme de gouvernance

La gestion du pouvoir profite à un groupuscule, celui de ceux qui gèrent le pouvoir politique, en occurrence, leurs financiers leurs amis et proches. Au regard des valeurs sociales, le chef doit être un rassembleur. Il doit être au service de tous.

Pire, le sommet de l'état détient le haut du pavé dans la corruption, en témoigne le rapport de l'ASCE/LC sur l'usage illicite du carburant qui indexe les différents ministères et pire, la présidence du Faso. C'est ainsi que l'ASCE/LC (Autorité supérieure de contrôle de l'État et de lutte contre la corruption) a révélé que 98% de détournements du carburant sont attribuables à la présidence de la république, selon un rapport d'audit de 2016, consacré également à la Primature et aux ministères. Le rapport note des irrégularités dans la gestion du carburant à la présidence du Faso. En effet, sur environ 205 millions FCFA irrégulièrement utilisés, 98% l'ont été à la présidence. En outre, l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) qui a essentiellement pour mission la régulation de la commande publique et le règlement non juridictionnel des différends y relatifs, a publié son rapport d'activités de 2017. Les résultats de cette évaluation ont permis de noter une performance moyenne des acteurs avec 50% de cibles atteintes, soit 7 sur un total de 14 cibles. Cette performance est due, entre autres, à la falsification de pièces administratives, de quittance du Trésor, de garanties de soumission, à de fausses références, du refus d'exécuter une décision de l'ORD, à la modification des termes du contrat en cours d'exécution. En somme, le résultat de l'analyse comparée des rapports de l'audit n°1 de la

²⁰ Article publié sur le site <https://libreinfo.net/effondrement-des-salles-de-classe-il-faut-situer-les-responsabilites/> consulté le 30 juillet 2022 à 12h 34 mn.

gestion 2017, du contrôle de 2016 et le rapport annuel d'activités 2017 de l'Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption (ASCE-LC), de ces trois documents remis au Président du Faso le vendredi 4 janvier 2019 au palais de Kossyam²¹, il ressort que les montants cumulés des détournements et manquants de caisse, des dépenses sans pièces justificatives et autres malversations ont monté de 7,6 milliards en 2016 à plus de 10 milliards de F CFA en 2017. Comme stipulé plus haut, les malversations signalées mettent en cause des personnalités du gouvernement, des proches du pouvoir en place ou des acteurs majeurs du secteur économique. Nous voyons qu'une telle gouvernance est dénuée de toute vertu sociale telle que la probité, le respect des textes en vigueur. Partant, l'exemple que donne le chef est loin d'être un exemple à même de promouvoir la paix. En effet, comme le disent. Et à Traoré et Touré (2012 : 9) :

L'expérience des acteurs doit servir de principe directeur. Elle doit contribuer à orienter, enrichir sinon même refonder ce qu'il peut convenir d'appeler le 'modèle importé' car que vaut un mode de gouvernance si elle n'est pas implantée dans une société et conduit par des citoyens dévoués.

Contrairement à ce point de vue, une bonne partie des hommes qui accèdent aux postes stratégiques se présentent comme des personnes qui naviguent à contre-courant des idéaux de la société burkinabè. C'est pourquoi certaines personnes, du fait du comportement de ceux qui sont sensés incarner les valeurs sociales, mettent en berne les vertus qui sont au cœur de la vie en société dont la culture est le socle. Comment la prise en compte de la culture dans la gouvernance peut-elle consolider la paix ?

3. Fonder la gouvernance par la culture, gage d'une paix durable

Une vie communautaire suppose la présence de règles communes à même de guider les actions des membres de la communauté dans le sens du bien commun. Et c'est la culture de chaque peuple qui est la mesure de définir ces règles de conduite. La prise en compte des valeurs culturelles donnent une légitimité aux gouvernants. Les citoyens leur

²¹ Présidence du Faso

apportent leur confiance, ce qui réduit les contestations et les tensions, ce qui est gage de paix. La cohésion sociale, selon de Conseil de l'Europe (2004) se définit comme « la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation. Une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques ». Partant, il apparaît que la cohésion sociale est un état de vie en commun où tous les membres d'une société sont épanouis, car chacun y trouve sa place et se sent concerné par ce qui s'y passe.

Se fondant sur les valeurs culturelles, la politique se présente comme l'affaire des hommes pétris des valeurs de la société. Ainsi, chaque citoyen se reconnaît dans les agissements des gouvernants, chose qui cultive le patriotisme. Dans ce sens, Klein, Enriquez, Huang et Vega (2012 :12) retiennent :

La cohésion sociale est le résultat de plusieurs facteurs [...] Elle est liée à la qualité des interactions et des liens prenant place entre les divers niveaux de régulation d'une société. La cohésion sociale dépend aussi du niveau de confiance que les citoyens ont dans les institutions, ce qui constitue une condition pour l'engagement individuel avec le collectif.

L'impunité, la corruption qui sont à la base du mécontentement des citoyens sont sanctionnées ainsi, la justice qui est l'une des valeurs cardinales de nos cultures trouve tout son sens. En effet, une gouvernance qui fait de la corruption son cheval de bataille n'a pas sa place dans une société dont les valeurs prônent la probité.

Le respect de la parole donnée, dans nos sociétés à tradition orale, est au centre de l'action politique, partant, les hommes politiques se présentent comme des exemples qui doivent guider leurs concitoyens. Pour Defay la culture permet d'orienter et de conditionner les comportements. Pour lui (2003 : 69),

Sur le plan individuel, la culture propose à chaque individu, de manière plus au moins libre ou contraignante, des modèles auxquels il se conformera ou s'opposera, mais auxquels il se référera en tout cas pour affirmer sa personnalité et qui lui

permettent de s'associer à d'autres, quoiqu'il ne partage pas les mêmes options, la même culture spécifique.

Ainsi, un homme pétri de sa culture est à même de guider ces concitoyens et constitue un pont entre sa culture et celle des autres. De ce fait, les hommes politiques, en prenant leurs cultures comme boussole de leurs pratiques gouvernementales sont à même de cultiver l'harmonie sociale. C'est en cela que Warnier (2004 : 5) définit la culture comme « la boussole d'une société, sans laquelle ses membres ne sauraient ni d'où ils viennent, ni comment il convient de se comporter ». Il ajoute à ce sujet en précisant : « La culture comme une boussole ne dicte pas la route à suivre. Par contre, elle permet de la suivre avec *constance*. » Elle donne une capacité à mettre en œuvre des références, des schèmes d'actions et de communication. C'est un capital d'habitudes incorporées qui structure les activités de ceux qui la possède. Il paraît alors que les dérives les plus marquantes pouvant mettre en branle la vie communautaire sont à mettre au crédit de ceux qui n'ont pas assez ou suffisamment cette boussole culturelle qui est la marque de l'homme qui aspire à assumer pleinement son statut d'être fait pour vivre en société.

Par ailleurs, la prise en compte de la culture dans la gouvernance est aussi le socle du développement. En effet aucun développement n'est possible sans une prise en compte des idéaux de la société concernée. Pour certains auteurs, comme Bonrschier (2005 : 21-23), cette

réhabilitation' de la variable culturelle dans l'analyse du développement économique s'est produite grâce aux agences de soutien au développement qui cherchent de plus en plus à transformer les 'populations-objets' de leurs projets en 'populations-actrices' de ceux-ci.

C'est l'échec des projets de développement conçus en dehors de toute considération de la culture des populations qui a poussé certains acteurs à prendre en compte le facteur culturel dans leurs projets de développement. D'après Wei-Ming (2000), le développement économique des pays de l'Asie de l'Est (modernisés sous l'influence des valeurs du confucianisme et sans avoir subi une occidentalisation profonde) indique que les processus de développement peuvent prendre

des formes différentes que celles de la modernisation occidentale. Ainsi donc, chaque pays suivant ces valeurs culturelles est capable de s'ouvrir la voie du développement.

Le modèle de gouvernance politique qui se met en marge des valeurs sociales influe aussi sur la gouvernance. C'est pourquoi, parlant de la démocratie, Sy (2009) observe qu'il importe de construire un modèle démocratique s'appuyant sur les références et les vécus des populations pour une gestion publique de qualité. Du reste pense-t-il, la construction d'une société démocratique, la lutte contre la corruption, la gestion transparente des ressources nationales pour le bien-être de tous, la bonne gouvernance ne peuvent se faire en dehors de valeurs, de normes et de référentiels connus. Tous ces écueils demandent des rectificatifs qui nécessitent que l'Afrique parvienne à « Tisser sa propre natte ». Partant, il précise (2009 : 138) :

Partons de ce qui existe, de ce qui fonctionne dans nos sociétés et de ce que la majorité des acteurs politiques comprennent pour formuler et construire le nouveau mode de représentation conforme à notre projet démocratique. La base sur laquelle devrait se construire le projet démocratique est d'abord le patrimoine culturel et institutionnel de nos nations. Au total, une société ne peut réussir sans une prise en compte de ses valeurs culturelles.

Conclusion

Tout compte fait, une gouvernance qui met de côté les valeurs culturelles est vouée à l'échec. Pire elle porte en elle les germes de la division. Notre travail qui avait pour objectif de montrer la place de la culture dans une gouvernance qui veut promouvoir une paix durable, nous a permis de mettre en exergue les dérives de la gouvernance qui fait fi des valeurs culturelles au Burkina Faso. En effet, cette forme de gouvernance cultive l'injustice, la corruption entre autres qui sont des facteurs de division des membres de la société burkinabè.

Par ailleurs nous avons montré la force d'une gouvernance qui prend appui sur les valeurs sociales. Une telle gouvernance à l'adhésion des

populations qui lui font confiance. Elle cultive par ailleurs le patriotisme et la participation à la gestion des affaires publiques. Enfin, elle responsabilise les populations et par ce fait cultive l'harmonie sociale, car ces derniers partagent les idéaux de leurs dirigeants et se sentent concernés par leurs actions. Soulignons que tout peuple ne peut parvenir au développement sans prendre sa culture comme miroir. Il est vrai que les cultures burkinabè ne sont pas exemptes de reproches, mais il appartient à chaque peuple qui constitue son pays, de travailler à faire émerger les valeurs qui unissent et en mettant sous le boisseau celles qui peuvent mettre à mal le vivre ensemble. En effet, la culture est une donnée dynamique et non immuable. Un peuple incapable de se remettre en cause est appelé à disparaître dans un monde qui tend de plus en plus vers l'uniformité du fait de la propension des réseaux de communication.

Références

- Bornschieer, V. (2005). *Culture and politics in economic development*. Abingdon: Routledge.
- Defays, J. M. (2003). *Le français, langue étrangère et seconde : enseignement et apprentissage*. Edition Pierre Mardaga.
- Kieffer, J. (2006). *Si tu as les feuilles, tu fais la loi !! Représentations et pratiques des jeunes ouagalais pendant la campagne présidentielle de 2005* (Burkina Faso). Ouagadougou : Laboratoire citoyeneté.
- Kouyaté, S. B. (1965). *Les dirigeants africains face à leur peuple*. Paris : Maspéro.
- Pitseys, J. (2010). « Le concept de gouvernance », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, volume 65, pp. 207- 228.
- Poitras D., Bouchard L., M. Maurice P. et Gagne D. (2019). *La cohésion sociale comme condition essentielle à la sécurité : Définition, composantes et indicateurs*. Québec : Institut national de santé publique du Québec.
- REN-LAC (2021). *Rapport 2020 sur l'état de la corruption au Burkina Faso*. Ouagadougou : REN-LAC.
- Rocher, G. (1969). *Introduction à la sociologie générale*. Vol.3, Montréal (Québec), Canada : Editions H.M.H
- Sy, O. (2009). *Reconstruire l'Afrique (Vers une nouvelle gouvernance fondée sur les dynamiques locales)*. Paris : Editions Charles Léopold Mayer.
- Traoré, I. et Touré, A. (2012). *Le choix des dirigeants : acteurs, espaces et réinvention de la légitimité*. Rapport de stage binôme

- n° 2, Forum multi-acteurs sur la gouvernance au Mali, Un arbre à palabre pour échanger, apprendre et construire.
- Watzlawick, P. et al. (1988). *Communication et société*. Paris: Seuil.
- Wei, M. (2000). «Multiple Modernities: A Preliminary Inquiry into the Implications of East Asian Modernity. » In *Lawrence E. Harrison*. Pp. 256-266.
- ARCOP (2020). *Rapport d'activités 2019*. Ouagadougou : ARCOP.
- ARCOP (2019). *Rapport d'activités 2018*. Ouagadougou : ARCOP.
- ARGA/Burkina (2020). *Rapport d'observation des campagnes électorales des élections présidentielle et législatives de novembre 2020*. Ouagadougou : ARGA/Burkina.
- ASCE-LC (2018). *Rapport de synthèse de l'audit/contrôle de la présidence du Faso, du premier ministère et des ministères (gestion 2017)*. Ouagadougou : ALCE-LC.